

EDITORIAL

Le Maroc au centre d'un axe Europe-Pays du Golfe arabe ?



Aujourd'hui, alors que les conséquences des révoltes arabes de l'année 2011 continuent à se faire sentir et certains pays connaissent le chaos ou d'autre une sorte de paralysie cadavérique, l'exception marocaine continue à se manifester, en particulier sur le plan international. Bénéficiant d'un statut avancé auprès de

l'Union européenne, le Royaume chérifien attire d'autant plus les investissements directs étrangers que ceux-ci se sont détournés de la Tunisie et de l'Égypte. Compte tenu de la crise qui sévit dans l'Union européenne, le Maroc a tout intérêt à développer des partenariats complémentaires avec les monarchies pétrolières du Golfe arabe, qui offrent de grandes capacités d'investissement. C'est ainsi qu'il a signé, en décembre 2011, avec les pays membres du Conseil de Coopération du Golfe arabe (CCG) un partenariat stratégique prévoyant notamment le financement de projets de développement à hauteur de cinq milliards de dollars répartis sur cinq ans.

UN PARTENARIAT GAGNANT-GAGNANT

Dans ce contexte, le roi Mohammed VI a effectué, du 15 au 24 octobre 2012, un périple dans la région du Golfe afin de présenter aux dirigeants d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de Koweït et de Qatar, les projets sélectionnés au regard des priorités portant sur des investissements d'infrastructures pour faciliter l'accès aux services sociaux de base, le renforcement et le développement de l'agriculture au Maroc (Plan Vert), les secteurs du transport (les ports, les autoroutes), la santé, l'éducation et le logement. En outre, le Maroc propose aux pays du Golfe des investissements attractifs dans des secteurs prometteurs et à forte valeur ajoutée où il a acquis une compétence indéniable : nouvelles technologies, énergies renouvelables (d'origine solaire, éolienne et hydraulique), industrie alimentaire, industrie chimique, aéronautique, automobile, industrie pharmaceutique ainsi que le tourisme (Plan Azur) et un nouveau dynamisme industriel (Plan Emergence).

L'attractivité du Maroc a déjà séduit de grands groupes français comme Renault installé dans la région de Tanger ou le groupe agro-alimentaire Danone qui a investi dans la Centrale laitière marocaine. Disposant du tiers des fonds souverains à l'échelle mondiale,

les États du CCG, qui sont en quête de zones sûres pour investir, se tournent naturellement vers un pays politiquement et économiquement stable tout en offrant des ressources humaines qualifiées et un bon climat des affaires. Il s'agit donc d'un partenariat gagnant-gagnant, mais il est important de souligner qu'il ne le sera pas seulement pour le Maroc et les pays du Golfe ; en effet, la montée en puissance du développement du Maroc se fera également avec l'apport et l'expertise des sociétés européennes, en particulier françaises, et sans négliger la construction maghrébine. À partir d'un Maroc, associé aux puissances financières arabes et porte d'entrée vers une partie de l'Afrique noire, pourrait se constituer l'ébauche d'un nouvel axe de coopération triangulaire – Europe, Golfe, Maghreb/Afrique noire –, capable de redonner aux économies européennes le souffle dont elles ont tant besoin tout en offrant de nouvelles perspectives aux pays en développement. Du coup, les nations européennes devraient redécouvrir que leur avenir passe par le Sud.

UNE PUISSANCE D'ÉQUILIBRE

La visite du Roi Mohammed VI dans le Golfe a permis de démontrer qu'il est bien l'artisan des grands changements et des initiatives visant à faire du Maroc un pays émergent. Par surcroît, le volet politique ne doit pas être négligé. L'évolution dans la sérénité et le renforcement du processus démocratique dans le cadre d'une monarchie marocaine réformatrice est considérée comme un modèle par les dirigeants du Golfe qui partagent également le souci de préserver la stabilité, la sécurité et l'intégrité territoriale des pays arabes. Les rencontres du souverain marocain à Amman et dans le Golfe arabe ont contribué à renforcer la coordination des efforts au sein du Groupe des Amis de la Syrie, dont une réunion est prévue prochainement au Maroc, lequel est actuellement membre du Conseil de sécurité. Par ailleurs, le Maroc qui fait bénéficier ses partenaires du Golfe de son expertise en matière sécuritaire et contre-terroriste, peut également compter sur leur soutien pour ce qui concerne l'intégrité territoriale du Royaume et ses efforts sous les auspices des Nations unies visant à parvenir à une solution définitive, réaliste et mutuellement acceptable à la question du Sahara marocain. En même temps, comme l'a souligné le Premier ministre malien, le 26 septembre 2012, devant la 67^e Assemblée générale des Nations unies, l'implication du Maroc sera nécessaire pour trouver une solution à la crise malienne et à la lutte contre le narco-terrorisme au Sahel. Là encore, pour les pays européens légitimement inquiets des risques de déstabilisation au sud de la Méditerranée et au Sahel, le Maroc se présente bien comme la seule puissance d'équilibre sérieuse dans la région.

Charles Saint-Prot

Directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques

LE RISQUE D'UN « SAHÉLISTAN »

Depuis la prise du contrôle des régions situées au Nord du Mali – Gao, Tombouctou et Kidal – en avril 2012, par des groupes de Touaregs autonomistes et des mouvements « jihadistes » (dont certains détiennent des otages occidentaux), la menace de voir se constituer une sorte de « Sahélistan » sous la coupe des groupes terroristes et des narcotrafiquants s'est précisée. Se pose maintenant le problème de la riposte dans un contexte régional particulièrement délicat. Charles Saint-Prot a apporté des précisions dans un entretien au site Atlas info.

Des centaines de djihadistes sont arrivées au Nord Mali, notamment des Sabraouis des camps de Tindouf en Algérie, selon l'un des dirigeants du MUJAO. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Depuis plusieurs mois, on sait que plusieurs dizaines de militaires venus des camps de Tindouf ont rejoint le MUJAO dont le porte-parole, Abou Walid Sahraoui, est lui-même un militant du Polisario. Dans le climat d'extrême instabilité qui règne au Sahara et au Sahel, des groupes d'agitateurs comme le Polisario sont des poissons dans l'eau. Le Polisario est un des acteurs de l'instabilité et de l'insécurité dans la région. On connaît les liens entre le Polisario, et certains de ses sponsors algériens, avec les narcotrafiquants et les mafieux de toute sorte qui sévissent dans la région. Naturellement ces liens se sont étendus aux groupes terroristes tels le MUJAO, AQMI, Ansar Dine, etc. qui sont eux-mêmes liés aux narcotrafiquants. C'est la grande internationale du crime et de la terreur dont le Polisario est un membre actif. La porosité entre les camps de Tindouf administrés par le Polisario et les terroristes jihadistes est des plus probables. En tout cas, des membres du Polisario sont aujourd'hui au nord du Mali dans les régions soumises aux groupes terroristes jihadistes.

Quelle est votre analyse quant aux tergiversations algériennes concernant une intervention militaire au Nord Mali ?

La résolution 2071 votée par l'ONU, autorise le principe d'une intervention militaire dans le nord du Mali. La France devrait apporter un soutien logistique à l'opération menée par des forces africaines. Une première remarque, comment le régime algérien peut-il concilier sa prétendue opposition à la sécession du nord Mali et son soutien à la sécession du Sahara marocain. Il y a là une certaine incohérence. Une seconde remarque, pourquoi ce même régime laisse-t-il ses protégés et affidés du Polisario s'acoquiner avec les groupes jihadistes qui sévissent au Sahel, notamment au nord Mali ? Il y a des ambiguïtés du fait des relations entre certains services d'Alger et des groupes jihadistes comme Ansar Dine, épigone d'al Qaïda au Maghreb. L'incertitude est donc grande sur le jeu exact des autorités d'Alger. Il semble clair qu'elles ne souhaitent pas laisser une grande marge de manœuvre à la France et ne veulent donner aucune place au Maroc, qui sont pourtant les deux pays les plus crédibles en matière de lutte antiterroriste.

Le Maroc pourrait-il apporter sa contribution dans le cadre d'une éventuelle intervention militaire au Nord Mali pour déloger les djihadistes et autres narcotrafiquants sur place ?

On peut rappeler que le Premier ministre malien, Cheikh Modibo Diarra, a déclaré à l'Assemblée générale des Nations unies, fin septembre, que son pays sollicite le soutien du Maroc pour la mise en œuvre d'une stratégie de sortie de crise dans son pays. Il est clair que le Maroc a un rôle à jouer pour tout ce qui concerne la sécurité au Sahel et au Sahara dont il est parti prenante. Pour lutter contre les groupes terroristes et les narcotrafiquants qui ont d'ailleurs partie liée, la grande compétence et le savoir-faire du Maroc constituent des éléments indispensables à la réussite d'éventuelles opérations. À vrai dire, le Maroc se présente bien dans la région comme la seule puissance d'équilibre sérieuse – et sans d'obscures arrière-pensées...

LIBAN : LA PORTE DU NON-RETOUR ?

L'assassinat du général Wissam al-Hassan, chef des renseignements des forces de sécurité intérieure (FSI), le 19 octobre à Beyrouth, marque une nouvelle étape vers le risque d'une extension de la crise syrienne au Liban. Cet officier sunnite était l'interlocuteur privilégié des services occidentaux chargés des réseaux de soutien à l'opposition syrienne. Chef de la sécurité de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, assassiné le 12 février 2005, il avait coordonné les enquêtes sur les assassinats de personnalités libanaises hostiles au régime syrien mais aussi la lutte contre l'espionnage israélien. En août 2012, il avait fait arrêter un ancien ministre suspecté de préparer des attentats au Liban au profit du régime de Damas.

C'est l'engrenage que l'on redoutait pour le Liban ! Depuis le début de la révolution syrienne, tout le monde – à commencer par les Libanais – se demandaient quand est-ce que le séisme atteindrait le Liban, puisque depuis des décennies, tout ce qui se passe dans la région retombe toujours sur la tête du Liban, parfois avec la complicité des Libanais qui n'hésitent pas à faire chez eux la guerre des autres.

Malgré l'aide de la Russie et de l'Iran, le régime de Damas n'arrive pas à venir à bout de la révolte de son peuple. Avec l'assassinat du général al Hassan, dont on peut facilement imaginer quels sont les donneurs d'ordre, il semble que se précise la menace d'une tentative de créer le chaos dans la région et terroriser ceux qui au Liban aident le peuple syrien. Comme toujours depuis des décennies, le régime syrien joue la politique du pire. Comme toujours, le Liban pourrait payer le prix fort. Il appartient aux Libanais de ne pas tomber dans le piège tendu par les agents syriens et les dirigeants de Damas en ne franchissant pas une ligne rouge qui pourrait bien cette fois être la porte du non-retour.

LA FINANCE ISLAMIQUE ET LA CRISE DE L'ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

Sous la direction de Charles Saint-Prot et Thierry Rambaud



La crise financière et économique commencée en 2008 a montré les failles de l'idéologie et de la pratique d'un système financier international qui a perdu de vue la dimension humaine de l'économie.

Aujourd'hui, on s'interroge sur la nécessité de réconcilier économie et humanisme. Sur cette question essentielle pour l'avenir de l'humanité, l'Islam, a assurément un rôle à jouer car il est porteur d'une éthique économique, que l'on retrouve également dans la religion catholique. C'est d'ailleurs ce que constatait deux auteurs du journal du Vatican *L'Osservatore Romano*, dans un article intitulé « La finance islamique des propositions et des idées pour l'Occident en crise ».

Or, la finance islamique apparaît en bonne forme par rapport au système conventionnel. Elle a connu un essor avec un taux de croissance dépassant les 15 % par an. La finance islamique n'est pas une simple technique, mais elle a une fonction éthique au plus large sens du terme: elle est socialement responsable. Les principes moraux sur lesquels est basée la finance islamique rapprochent les banques de leurs clients et du véritable esprit qui devrait caractériser tout service financier. À bien des égards, la finance islamique répond à des enjeux sociaux, économiques et techniques de première importance. Est-ce que la Finance islamique pourrait contribuer à redonner de nouvelles règles alors que le système bancaire et financier international connaît une crise de confiance? Cet ouvrage, d'une grande actualité, tente de répondre à cette question qui concerne des enjeux décisifs

en réunissant les contributions de juristes et d'économistes afin d'examiner tous les aspects du problème.

L'ouvrage est publié par l'Observatoire d'études géopolitiques à Paris, dans la collection « études géopolitiques » éditée par les éditions Karthala. Les directeurs de publication sont le professeur Charles Saint-Prot, universitaire spécialiste de l'Islam et directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris et le professeur Thierry Rambaud de l'Université Paris Descartes et de Sciences Po Paris.

Parmi les auteurs figurent Abdel-Maoula Chaar (ESA-Beyrouth), Bernard Fevry (HEC France, ESCP Europe), Michel Ruimy (ESCP Europe) et Henri-Louis Védie (HEC France).

120 p. - 18 euros (www.karthala.com).

CLAUDE CHEYSSON

Claude Cheysson est mort le 15 octobre 2012. Né en 1920, ce fervent patriote qui avait rejoint la 2^e DB des Forces françaises libres dès 1943, était Croix de guerre 1939-1945. Il fut ministre des relations extérieures, de mai 1981 à la fin 1984. A cette fonction, il contribua à maintenir avec fermeté les axes fondamentaux de la politique arabe de la France à une période particulièrement cruciale.

Sur deux dossiers essentiels, la coopération française avec l'Irak dans la guerre contre l'Iran de Khomeiny, et le soutien à l'Organisation de libération de la Palestine de Yasser Arafat, j'eus l'occasion d'apporter ma contribution à l'action de ce grand ministre. Des décisions importantes comme la fourniture d'avions super étendards à Bagdad, le sauvetage de la direction de l'OLP à Beyrouth en 1982 et l'exfiltration du président palestinien de Tripoli en 1983, lui doivent beaucoup. Son jugement sûr, ses convictions inébranlables et son sens des responsabilités, permirent le maintien des grandes options de la politique arabe de la France après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la république. Claude Cheysson avait poursuivi son action politique comme commissaire européen chargé de la politique méditerranéenne et des relations Nord-Sud. Après la première guerre américaine contre l'Irak en 1991, il avait critiqué la ligne adoptée par François Mitterrand en faisant valoir que « l'auxiliarat » n'était pas une bonne ligne de conduite dans les relations avec les Etats-Unis, puis il s'était opposé à l'embargo qui avait conduit à l'affaiblissement de ce pays charnière et à la mort de centaines de milliers d'Irakiens. En 2003, il avait approuvé la décision du président Chirac de s'opposer à la nouvelle guerre des Etats-Unis contre l'Irak.

Charles Saint-Prot

ACTIVITÉS NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2012

Istanbul: Femmes et changements en Méditerranée

Zeina el Tibi, présidente déléguée de l'Observatoire d'études géopolitiques, participe à la conférence organisée à Istanbul (Turquie), du 4 au 6 novembre 2012, par le Conseil Nord-Sud du Conseil de l'Europe sur « le rôle des femmes dans les changements au sud de la région euro-méditerranéenne ». Elle présente une communication sur le thème « l'émancipation des femmes grâce à la culture, l'Islam et la femme ».

Conférence de Ch. Saint-Prot à Al Azhar

Le 13 novembre 2012, Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques, est invité à prononcer une conférence à l'Université d'Al Azhar au Caire, sur le thème « La vision occidentale de l'Islam choc ou alliance des civilisations? ». Cette conférence est organisée dans le cadre de la publication en arabe, par le professeur Oussama Nabil Ali, de son ouvrage *La tradition islamique de la réforme*, paru aux éditions CNRS.

Conférence sur la finance islamique au Caire

Charles Saint-Prot et Thierry Rambaud donnent une conférence à l'Institut de droit des affaires internationales au Caire, le 13 novembre, à l'occasion de la publication de l'ouvrage *La finance islamique et la crise de l'économie contemporaine*. Cet ouvrage, qui est publié à partir des communications présentées lors du colloque organisé par l'OEG et le Centre émirati des études et recherches stratégiques (ECSSR) d'Abou Dhabi, en janvier 2012, est édité en français dans la collection « études géopolitiques » chez Karthala et en arabe par l'ECSSR d'Abou Dhabi.

Rencontre avec des personnalités égyptiennes

À l'occasion de leur visite en Égypte, du 11 au 15 novembre 2012, Charles Saint-Prot, directeur de l'OEG, et Thierry Rambaud, professeur des universités et membre du comité scientifique de l'Observatoire d'études géopolitiques, rencontrent des personnalités religieuses, universitaires et politiques. Ils sont accompagnés par le représentant de l'OEG en Égypte, le doyen Oussama Nabil Ali.

Bruxelles: exception marocaine et stabilité en Méditerranée

Frédéric Rouvillois, professeur des universités et membre du comité scientifique de l'Observatoire d'études géopolitiques, participe et présente une communication à la conférence organisée par la Fondation universitaire sur le thème « L'exception marocaine un gage de stabilité dans la Méditerranée », le 14 novembre 2012 à Bruxelles.

Petit-déjeuner sur la finance islamique

L'Observatoire d'études géopolitiques organisera en décembre un petit déjeuner débat au Sénat à Paris, à l'occasion de la publication de l'ouvrage *La finance islamique et la crise de l'économie contemporaine*.

Renseignements à nos bureaux.



L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique. Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à **Paris**, un bureau à **Beyrouth** pour le Proche-Orient, des représentants au Caire, à Rabat et à Bruxelles, et des correspondants sur les cinq continents.

Directeur : Charles Saint-Prot

Présidente déléguée : Zeina el Tibi

Conseil scientifique :

Professeur Ahmed Bouachik
*professeur à l'université Mohammed V de Rabat
et à l'ENA du Maroc*

Professeur Christophe Boutin
professeur agrégé des universités

Professeur Jean-Yves de Cara
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Doyen Michel de Guillenchmidt
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Dr François-Bernard Huyghe
*docteur en science politique (hdr),
enseignant à l'École de guerre économique*

Professeur Edmond Jouve
professeur émérite des Universités

Doyen Oussama Nabil Ali
professeur à l'université al Azhar du Caire

Professeur Pierre Pascallon
*professeur agrégé des Universités
à l'université de Clermont-Ferrand*

Doyen Jean-François Poli
Université de Corse

Professeur Thierry Rambaud
professeur agrégé des universités

Professeur Frédéric Rouvillois
*professeur agrégé de droit public,
à la Faculté de droit Paris Descartes*

Professeur Henri Védie
économiste, Groupe HEC

Siège de l'OEG

14 avenue d'Eylau
75016 Paris

T. +33 (0)1 77 72 64 27 et 28

F. : +33 (0)1 77 72 64 29

etudesgeo@yahoo.com

www.etudes-geopolitiques.com

Secrétariat :

du lundi au vendredi de 9h30 à 18 h

Bulletin de l'OEG

Directrice de la publication : Zeina el Tibi

ISSN : 2106-5187